

Entretien avec Henri Béhar

Un *hapax* : c'est tout naturellement le mot qui décrit le mieux, choisi par lui, la personnalité d'Henri Béhar comme son parcours. Mot de savant philologue manié par celui qui n'a jamais fait de latin pour dire, avec une juste fierté et avec sa vigueur de toujours, sa profonde singularité. Une singularité qui fait de lui un pur paradoxe : une sorte de marginal qui n'en a pas moins fait son chemin au cœur d'un système universitaire qu'il a contribué à la fois à diriger et à subvertir, avec une jubilation intacte. Il n'y a évidemment pas de retraite pour qui s'est nourri de Jarry, de Dada, de Surréalisme et d'informatique : toutes ces modernités créatrices d'un présent explosif et qui exigent un sens aigu du combat pour en construire la connaissance et en faire reconnaître les vertus transformatrices. Au long d'une carrière active et diverse, Henri Béhar a bousculé beaucoup de choses et beaucoup de gens. C'est avec un plaisir manifeste et beaucoup d'humour, sans aucune nostalgie ni aucun regret, qu'il évoque les moments forts de cet itinéraire en nous recevant dans ce qui reste son bureau de directeur du Centre de recherche sur le Surréalisme, au cœur de cette Sorbonne Nouvelle qui lui doit une bonne part de sa nouveauté. Lieu bien choisi pour réaffirmer son entière conviction que les principes qui l'ont toujours guidé restent plus que jamais nécessaires à tous les progrès.

Histoires littéraires : Vous êtes aujourd'hui à la retraite, mais vous avez longtemps occupé un poste de professeur dans l'enseignement supérieur. Un métier qui, pour des raisons médicales, a failli vous échapper.

Henri Béhar : Je suis en effet professeur émérite. J'ai pris ma retraite après trente-sept années et demie d'exercice dans l'enseignement supérieur, durée légale, ni plus, ni moins, avant les divers allongements qui ont pour effet de réduire le taux de jouvence. L'expérience nous apprend qu'il n'y a jamais de carrière toute tracée. J'étais inscrit au lycée Henri IV pour y préparer le concours de l'École normale supérieure de Saint-Cloud. Cette préparation se faisait alors en un an. À la fin du premier trimestre, ma santé a dégénéré à tel point que je me suis trouvé directement propulsé dans l'université des neiges, comme on disait par euphémisme pour désigner le sanatorium des étudiants. En ce temps-là, le fait d'avoir contracté une tuberculose vous fermait tout accès à la fonction publique, principalement à l'enseignement. Comme le cinéma et le théâtre m'intéressaient autant que la littérature, je me suis imaginé que je pourrais trouver à m'y employer, une fois guéri, si je l'étais un jour, car malgré la connaissance qu'on avait du bacille de Koch, on en mourait encore.

H.L. : Diriez-vous que votre environnement a participé à construire cette culture littéraire, cinématographique et théâtrale ?

H.B. : Nullement. Il suffit de consulter ma notice biographique dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* (le Maitron) ! – je vous dirai tout à



Henri Béhar

l'heure à quel titre on m'y consacre une notice – mes origines sont tout à fait modestes et, en ce sens, je n'étais pas prédestiné à l'enseignement supérieur, pas plus qu'à aucun métier intellectuel. Si la République n'avait pas mis en place le système des bourses qui, chaque année, va se dégradant, j'eusse été technicien, employé, commerçant, comme mes camarades du quartier de la Roquette, comme mes frères et sœurs. Il est vrai que l'enseignement m'a toujours tenté. Lorsque le gouvernement a mis en place les IPES – les Instituts de Préparation à l'Enseignement du second degré –, c'était le rêve ! On assurait un plein salaire d'enseignant aux étudiants pré-recrutés par concours, durant leurs trois années d'études. Ce système aurait pu me permettre de poursuivre ma formation, mais il me semblait inaccessible pour la raison que j'ai dite. J'ai donc exercé différents métiers pour gagner ma vie. J'ai notamment enseigné le français aux étrangers, à Paris et j'ai été, en 1964, l'initiateur du premier programme de coopération franco-chinoise. La méthode d'enseignement audio-visuelle était, à cette époque, si contraignante qu'il me semble aujourd'hui avoir travaillé sur pilotage automatique pendant cinq ans. Le vocabulaire de base du « Français élémentaire » était de 1500 mots, et pas question de sortir de l'épure ! L'avantage était qu'une fois mes quarante heures hebdomadaires remplies, j'étais libre de me consacrer à la rédaction de ma thèse, de me rendre rapidement au fonds Doucet, ou bien d'aller interroger quelque témoin de l'époque sur laquelle je travaillais, ou encore de fonder une revue.

H.L. : Une thèse rédigée en court-circuitant la voie traditionnelle ?

H.B. : En quelque sorte, puisqu'à l'époque, la thèse de troisième cycle venait tout juste d'être créée, en même temps que les Facultés des Lettres étaient rebaptisées de Lettres et Sciences humaines. En 1966, deux thèses en lettres ont été soutenues à la Sorbonne, celle de René Farabet et la mienne, deux thèses relevant du théâtre. Tout simplement parce que, au mépris de la réglementation, l'Institut de français, dans sa noblesse et sa splendeur passées et dépassées, refusait l'inscription des étudiants au troisième cycle, qui, s'ils persistaient, trouvaient refuge à l'Institut d'études théâtrales. Il en a toujours été ainsi à la vieille Sorbonne, institution connue dans le monde entier, depuis sa fondation, pour son caractère réactionnaire. J'ai donc soutenu ma thèse et j'ai appris qu'on pouvait occuper un poste d'assistant sans avoir au préalable fait d'études doctorales. Certains ont d'ailleurs terminé leur carrière en mettant un point d'honneur à ne rien écrire, sans doute pour préserver la pureté de leur pédagogie ! Je ne mets pas en cause leur compétence, encore moins leur intelligence, puisqu'ils savaient mettre le système à leur service. Seule comptait l'agrégation ; la recherche était un luxe privé ! Ayant publié ma thèse chez Nizet, *Roger Vitrac, un réprouvé du surréalisme*, et, des chutes de ma documentation, tiré un essai sur *le Théâtre Dada-Surréaliste*, paru dans la collection *Les Essais*, chez Gallimard, j'ai inscrit une thèse pour le doctorat d'État, tout en continuant mon enseignement pour les étrangers. Mon nouveau patron – ma patronne, devrais-je dire – m'assurait

une affectation dans le supérieur, à la condition que je passe l'agrégation. Ce qui fut fait, la meilleure année, comme on dit du vin de qualité supérieure : en 1968. Il faut dire que je souffrais d'un sérieux handicap, n'ayant jamais appris le latin. En effet, j'ai suivi la voie moderne au lycée Charlemagne, ce qui explique sans doute certaines de mes orientations futures, du côté de l'informatique, quand j'ai fondé l'équipe Hubert de Phalèse. Je pensais, et je pense encore, qu'à côté des études de Lettres classiques, il y avait place pour de véritables Lettres modernes, exigeant de solides compétences en littérature générale et comparée et en langues vivantes. Il se trouve, mais je n'y suis pour rien ou presque, que les épreuves écrites du concours furent perturbées, les agrégatifs ayant décidé, le dernier jour de l'écrit, de rejoindre leurs camarades qui manifestaient au lendemain de la nuit des barricades, rue Gay-Lussac. Le processus du concours fut interrompu et ne reprit qu'en septembre, sans l'épreuve de latin. De telle sorte que je suis devenu un hapax : un agrégé de lettres modernes sans latin. Il va sans dire que les maîtres de l'heure se sont empressés de le remettre au programme dès l'année suivante, tout en renforçant le principe sacré de la sélection. On nous expliquait que c'était un principe naturel, comme si toute l'histoire de l'Humanité ne s'était pas bâtie *contre* la nature ! Peu après, je fus chargé de cours à la Sorbonne et candidatai aux emplois d'assistant, élu à la fois en Littérature française et en Études théâtrales. Mais, à nouveau, je fus victime d'absurdités administratives. Affecté à l'École normale d'Arras, je me trouvais placé sous l'autorité d'un recteur d'académie qui refusa mon détachement pendant deux ans, au prétexte qu'il manquait de titulaires.

H.L. : Vous aviez alors un pied dans chacun des systèmes.

H.B. : Oui, si l'on veut. Pendant deux années, j'ai cumulé mon emploi dans le secondaire avec une charge à plein temps dans l'enseignement supérieur. Prenant un coup de sang, le directeur de l'Institut de français me proposa d'emblée à l'avancement comme maître-assistant, ce qui me faisait échapper à l'autorité du rectorat de Lille. Deuxième hapax, par conséquent, j'ai été titularisé dans l'enseignement supérieur sans passer par la case « assistant », ce qui ne faisait que préfigurer l'organisation actuelle.

H.L. : Vous avez également occupé un poste de maître de conférences à l'Université nationale de Côte d'Ivoire. Avez-vous créé des liens durables avec l'Afrique ?

H.B. : Non, pas vraiment. Ces liens n'ont pas été ce que je rêvais. La décolonisation n'était pas faite dans les esprits de mes interlocuteurs. D'une part, en tant que spécialiste de littérature française, je ne souhaitais pas assurer de cours de littérature africaine, estimant que mes collègues africains étaient mieux placés que moi pour cela. C'est pourtant une littérature que je connais relativement bien. Il m'est arrivé de diriger des travaux dans ce domaine, mais ce n'est pas mon secteur de spécialité. L'une des dernières thèses que j'aie dirigées portait d'ailleurs sur les manuscrits des *Soleils des indépendances* d'Ahmadou Kourouma.

C'est, me semble-t-il, le premier travail de génétique textuelle mené par un Africain sur un texte africain. Je suis fier d'avoir réorienté cet étudiant vers un diplôme directement utile à la culture de son pays. D'autre part, j'estimais que l'obtention d'une licence de littérature française moderne bénéficiant d'une équivalence de plein droit en France devait résulter d'une formation équivalente à celle qui était offerte partout ailleurs. Je m'en suis donc tenu au cahier des charges et j'ai, par exemple, introduit l'enseignement des œuvres de Proust sur le continent noir. Comme on pouvait s'y attendre, ma démarche a été totalement appuyée par les étudiants, tandis que les enseignants s'y opposaient, la seule idée d'enseigner Proust à de jeunes Africains représentant à leurs yeux le comble de la perversité bourgeoise. La situation était classique, et je n'allais pas tarder à la retrouver en France. Ainsi, entre les Africains et moi, des liens existent, à titre individuel, mais ils ne sont en rien ceux que j'avais d'abord imaginés.

H.L. : Vous alliez enseigner en Côte d'Ivoire, car il y manquait des enseignants de littérature française et, cinq ans plus tard, vous repreniez votre poste à la Sorbonne. Ce séjour a-t-il en quelque sorte été une parenthèse ?

H.B. : Une parenthèse peut-être, mais au sens qu'Aragon donne à ce mot : vous savez combien chez lui la parenthèse recouvre toute sa vie ! Je suis resté en effet cinq ans en Côte d'Ivoire et pendant cette période, j'ai dirigé le département de Lettres modernes, mis en place des enseignements et préparé ce que l'on appelait alors l'ivoirisation. Le terme a été détourné de son sens initial. Il s'agissait pour le pays, dix ans après les indépendances, d'assumer cette indépendance avec ses propres cadres, sans pour autant s'enfermer dans un système ethnique. Je suis donc heureux d'avoir contribué à la formation des cadres d'un vieux pays neuf, se libérant du poids colonial, en pleine expansion.

H.L. : Puis votre retour à la Sorbonne a été remarqué, c'est-à-dire que vous avez fait des vagues, n'est-ce pas ?

H.B. : Qui dit ça ? Pas du tout. Pas de vagues, c'est ma devise de toujours ! J'ai simplement réintégré mon poste avec le grade de professeur, pour y assurer, tour à tour ou simultanément, les trois fonctions assignées : enseignement, recherche, administration. Un jour, je me suis trouvé élu directeur de ce qui était alors nommé UER, pour « Unité d'Enseignement et de Recherche », par l'assemblée générale des enseignants, sans avoir candidaté. En 1981, la direction de l'Université Paris III était, au sens exact de l'expression, tombée en quenouille. La Secrétaire générale nommée par l'autorité de tutelle a jugé que l'alternance gouvernementale impliquait sa démission d'une charge qu'elle n'assumait que par devoir. Je fus alors élu comme Administrateur provisoire de l'université, tout en restant directeur de l'UER, et confirmé à ce poste par le ministre. Procédure tout à fait inaccoutumée, puisque les administrateurs provisoires sont désignés par l'autorité, sans qu'il y ait lieu à consultation démocratique. J'étais donc à nouveau un hapax, élu-nommé. En outre, l'expérience montre qu'aucun administrateur provisoire n'a été ensuite élu président par son conseil d'admi-

nistration. Règle absolue qui s'est trouvée démentie dans mon cas, ce qui constitue un nouvel hapax. Vous allez croire que je cherche à me singulariser. Ce n'est pas volontaire. Je me suis trouvé dans des situations qui me demandaient de prendre des responsabilités, ce que j'ai fait. Je crois avoir accompli ce métier de président, car c'en était un, nouveau pour moi, avec toute la conscience nécessaire. Si vagues il y eut, je n'ai jamais cherché à les provoquer. Mais je ne me suis pas couché, et je n'ai jamais renoncé aux principes essentiels qui dirigeaient mon action. Autonomie financière d'abord, d'où découle tout le reste. J'ai fait en sorte que l'établissement, habitué aux déficits, reprenne son autonomie budgétaire. Autonomie pédagogique ensuite. La Sorbonne Nouvelle se veut l'héritière de cette Nouvelle Sorbonne fondée par ces prestigieux maîtres et réformateurs que furent Octave Gréard, Émile Durkheim, Gustave Lanson – pas le Lanson du manuel, mais celui du programme d'études littéraires. Elle se devait de développer en son sein l'étude des arts mécaniques que sont le cinéma, la télévision, les médias, les technologies nouvelles. Au service de la nation, elle devait accueillir tous les étudiants qui lui étaient confiés, sans distinction aucune, et surtout pas d'ordre économique. Il nous fallait adapter l'établissement à l'université de masse, sans pour autant sacrifier la qualité. Seuls les partisans du confort intellectuel n'ont pas voulu le comprendre. Oui, j'ai voulu innover, autant que nos grands ancêtres et pour les mêmes raisons. Ce qui me réjouit le plus, c'est que mes propositions d'alors, qui partaient de la base, sont passées dans le système européen. Les bons apôtres les appliquent sans broncher.

H.L. : À partir de 1985, vous avez développé une banque de données d'histoire littéraire – une « BDHL ». À cette époque, il n'existait que quelques embryons de banques de données textuelles mais aucune ne portait sur la littérature. Quelles ont été les contraintes rencontrées par un tel projet ?

H.B. : En effet, à l'époque du Plan informatique pour tous, nous avions des outils informatiques, mais nous ne disposions pas de contenus adaptés à notre public ! Prenant la tête d'une équipe d'historiens de la littérature réputés pour avoir eux-mêmes produit des travaux et des réflexions novatrices en ce domaine, j'ai conçu une base générale croisant des données factuelles de tous ordres, allant du biographique au thématique, en y associant les étudiants de première année, initiés à la recherche dès leur entrée dans l'université. Voyez le scandale : des étudiants se rendant dans une bibliothèque pour y trouver une édition princeps, en relever les caractéristiques techniques. Parce qu'il était informatique, ce programme nous a contraints à la rigueur et à l'homogénéité des données. À l'origine, en raison des limites informatiques – heureusement surmontées depuis –, nous devions faire entrer toutes nos données dans une seule disquette 3,5 pouces double densité de 720 Ko, ce qui correspondait à 128 pages, soit un *Que sais-je ?*. C'est dire qu'il a fallu se résoudre à sélectionner, et à ne retenir que ce qui avait le plus de pertinence à nos yeux, sans pour autant revenir au traditionnel découpage séculaire. Mais toute histoire de la littérature ne procède-t-elle pas à une

sélection ? Ici, nous avons privilégié la notion d'échantillon pertinent. Outre différents sous-produits, d'ailleurs prévus dès le début, tels que des jeux à visée pédagogique utilisant un programme aléatoire – qui a écrit quoi ? à quelle période situez-vous telle œuvre ? tel auteur ? –, des anagrammes de titres, etc., nous avons produit des outils fournissant des données en série et permettant de réfléchir sur les questions de temporalité ou de périodisation, sur les genres littéraires réels et virtuels – il reste un millier de combinaisons génériques à pratiquer aujourd'hui, pour lesquelles nous n'avons aucune occurrence –, sur les thèmes dominants à telle ou telle période. Cet outil est désormais à la disposition de tous sur le réseau. Si on est persuadé que le roman en vers n'existe plus depuis le XVIII^e siècle, il est possible de vérifier qu'on en publie encore au XX^e siècle et, par la même occasion, de se rendre compte des multiples genres disparus.

H.L. : Vous avez longuement travaillé sur Dada. Comment en êtes-vous venu à vous intéresser à lui ?

H.B. : Cela a commencé par une émission littéraire que j'animais au sana. À la fin des années 50, il n'y avait pas vraiment de littérature secondaire sur Dada, et les textes eux-mêmes n'étaient pas accessibles. Mais en regroupant des informations éparées, j'ai pu présenter une émission qui se tenait. Elle a beaucoup plu, et suscité de nombreuses interrogations ! Muni de ma licence, j'ai choisi de préparer un diplôme d'études supérieures sur le sujet. Quand je l'ai soutenu en octobre 1962, ce fut le premier travail universitaire sur Dada en France. Michel Sanouillet, que j'ai rencontré ensuite à Paris dans la librairie d'Éric Losfeld, préparait au même moment une thèse sur Dada, qu'il ne devait soutenir qu'en 1965, mais je n'en avais aucune connaissance car, vous le savez, en ce temps-là, il était exclu de publier quoi que ce fût avant la soutenance. Il y avait encore un nombre important de documents à recueillir et d'informations à amasser. Rencontrant Max Ernst lors d'une exposition, je lui proposai une place d'honneur dans l'association pour l'étude de Dada que nous venions de fonder. Il aurait sans doute eu beaucoup de documents à nous donner. Et comme je lui demandais de participer à une exposition du mouvement Dada qui devait se tenir à Zurich et à Paris, il m'a répondu : « Dada était une bombe, on ne va pas s'amuser à en ramasser les éclats. » Pour moi, au contraire, il s'agissait de ramasser ces éclats pour essayer de comprendre et de savoir pourquoi ils se trouvaient là. Je ne suis pas dada. Dada et le surréalisme sont des phénomènes de l'esprit et je les étudie en raison de leurs implications littéraires.

H.L. : Où votre maîtrise était-elle inscrite ? À Paris ?

H.B. : À Grenoble. Je suis passé à Paris lorsque j'ai été élu vice-président de l'UNEF, au lendemain des accords d'Évian. Paris n'était pas lié pour moi à une idée d'ascension professionnelle. De fait, mon directeur de recherches, le vénérable Léon Cellier, spécialiste de l'occultisme, m'avait laissé une totale liberté, la seule personne qui aurait pu me guider alors, Suzanne Bernard, auteur d'une thèse sur le poème en prose, venant de mourir.

H.L. : Le format de votre travail déterminé, vous vous êtes ensuite lancé à la recherche de documents, à la rencontre de témoins. Peut-on y voir une forme de résistance à ce qui était, à l'époque, en train de prendre le pouvoir intellectuellement, notamment le structuralisme.

H.B. : Pas du tout, puisque j'étais un structuraliste de stricte obédience. J'étais partisan de et j'enseignais la méthode structurale globale de Petar Guberina ! D'ailleurs la thèse d'État que j'ai inscrite était intitulée *Tristan Tzara, essai d'analyse structuro-globale*. Imaginez la tête de Marie-Jeanne Durry quand elle a découvert le formulaire qu'elle devait approuver. J'étais donc un pionnier dans cette approche. La thèse sur Tzara est passée à la trappe. En vertu du principe des vases communicants, elle en est ressortie entre les bras du Père Ubu, sous le titre *La Dramaturgie d'Alfred Jarry*. Il est évident que je ne pouvais marcher avec des œillères, ce que, d'ailleurs, nul structuraliste véritable n'aurait demandé. Il m'est arrivé de rencontrer assez régulièrement Algirdas-Julien Greimas lors des conseils de laboratoire de l'InALF, l'Institut national de la langue française. C'était en fait un bon paysan, calculant juste et soucieux que chacun ait son compte. Nous nous racontions de bonnes histoires. Il n'était en aucun cas le terroriste qu'on imagine. Ce sont toujours de petits maîtres qui interprètent la pensée du prince et en font un dogme. Mais les dogmes n'existent pas, seule compte la découverte !

H.L. : En fait, vous avez toujours fait de l'histoire littéraire.

H.B. : Absolument, mais, comme je l'ai dit, dans une perspective structuro-globale. Saussure explique bien, dans son *Cours de linguistique générale*, que pour étudier un élément, il faut le fixer momentanément, pour ensuite le replacer dans la dynamique de son évolution. C'est parce qu'ils se sont limités au premier moment de l'examen que nos structuralistes français sont aujourd'hui enterrés. Ayant vu venir cela, j'ai organisé, en 1985, un grand colloque ouvert aux enseignants du secondaire sur *L'Histoire littéraire aujourd'hui*, dont j'ai publié les actes avec Roger Fayolle. Contrairement à ce qu'on a pu en penser, il ne s'agissait pas de tourner la page pour revenir à la bonne vieille tradition, mais plus exactement de montrer comment les nouvelles disciplines, les nouveaux outils, pouvaient nous aider à construire une histoire littéraire pour notre temps.

H.L. : D'autres membres impliqués dans ces mouvements ont-ils encouragé vos recherches ?

H.B. : En effet, Tzara d'un côté et Breton de l'autre, chacun à titre posthume. Pour une raison que j'ignore, peut-être parce qu'ils savaient d'avance qu'ils entreraient définitivement dans l'histoire, ils ont tout conservé depuis le début ! Un jour que je partais pour Abidjan, le jeune éditeur Paul Otchakowsky-Laurens m'a téléphoné : il souhaitait créer chez Flammarion une collection d'œuvres complètes. Tzara m'a fourni l'ensemble de la documentation nécessaire à la réalisation de ses *Œuvres complètes*. J'avais pu en prendre la mesure dans son appartement, rue de Lille, avant la dispersion de sa collection. J'ai ragé lorsqu'il

m'a fallu retrouver toutes les petites revues dans lesquelles ses poèmes avaient été publiés originellement, ces revues et ces textes que j'avais pu voir jadis conservés au même endroit et soigneusement classés. D'autant plus que la partie la plus importante du travail, je l'ai réalisée en Afrique ! On m'a aussitôt attaqué : vous allez embaumer Tzara dans un livre avec des notes, tout un appareil critique. Et l'on ne s'est pas fait faute de me rappeler sa phrase sur les croque-morts de la littérature. Je n'en démords pas : Tzara était un très grand poète, sans doute le plus poète – et pas seulement écrivain – de son temps, son texte avait droit aux mêmes égards que celui de ses contemporains. Au risque de caresser le paradoxe, il fallait traiter cette littérature d'avant-garde le plus classiquement possible : repérage des variantes, de l'intertextualité, et fournir toutes les données en notre possession. Et voilà une édition qui résiste au temps, puisque le recueil de *Poésies complètes* en un seul volume que j'ai publié à la rentrée n'a nullement la prétention de la remplacer. Pour ce qui concerne Breton, mon contrat était bien différent. Il s'agissait d'écrire une biographie pour un éditeur qui ne cessait de me demander des histoires croustillantes. Imaginez ça, au sujet de Breton ! Il en existe certainement, mais aucune ne colle avec l'idée que je me fais de l'homme, et de mon métier. Ah ! si, en voilà une : au cours d'une soirée à New York, on discute d'érotisme, et l'on interroge le maître. Breton, assis à côté d'une belle jeune femme soulève légèrement le bas de sa jupe et lui déclare : « J'aime ton genou ! » Pour écrire cette biographie, j'ai procédé selon des principes scientifiques et non romanesques, en réunissant la documentation la plus fiable partout où elle était accessible, en interrogeant les témoins, en croisant les informations, en me rendant sur le terrain le cas échéant, sans jamais m'en laisser conter, car il est évident que tout grand homme suscite un mythe. Au vrai, je ne me suis intéressé à l'homme que pour éclaircir son texte, et si, par exemple, je suis parti à la recherche de la cousine Manon, c'est uniquement parce qu'il nous en parle dans *L'Amour fou*. L'interdit portant sur la correspondance est toujours très ennuyeux, même si nous approchons de la date où il sera levé. Il me semble évident que ces lettres révéleront le Breton réel, cet homme de caractère qui n'était ni un casseur d'assiettes ni un prélat excommunicateur décrit par les uns et les autres ! Il était en fait un homme souvent déprimé et ce mal-être avait des conséquences sur sa vie sociale. Il avait le besoin constant d'être entouré. Si bien que dans certaines lettres que j'ai lues, mais qu'il est encore impossible de reproduire, j'ai pu observer la fidèle amitié qui le liait à ses compagnons surréalistes. Certains parlaient en son nom, d'autres étaient excessifs, mais même lorsque Breton se fâchait avec un membre du groupe et que ce dernier se voyait officiellement exclu, il continuait à le voir individuellement. Son amitié demeurait.

H.L. : Vous mentionnez cette correspondance disponible à la lecture sur autorisation, mais interdite d'édition. À quel point ces références sont-elles fondamentales pour la connaissance historiographique de Breton ?

H.B. : L'image que je me fais de Breton n'est pas celle de tout le monde. Pour éviter la caricature, il est nécessaire de s'appuyer sur cette correspondance qui présente d'autres aspects du caractère de Breton. Il est impossible de comprendre ces lettres par l'étude de quelques courts extraits publiés. À mon sens, il n'y a pas deux Breton, mais un seul. Un Breton toutefois plus complexe que celui jadis présenté. J'ai par ailleurs assisté à un phénomène très drôle. Ma biographie était honnête, sans trucages, sans déformation. Pourtant, on y a vu un portrait aseptisé de l'homme. J'ai même pu lire un compte rendu dans lequel la rédactrice écrivait : « Il n'y a même pas un portrait de Breton dans cet ouvrage ! » Pourtant, dès la page 17 se trouvait un portrait de Breton, justement celui que je récusais. Curieusement, les réactions au sujet de Breton sont toujours passionnées. On le déteste, sans l'avoir lu, sans même avoir entrevu les enjeux de ce qu'il écrivait. Tant de jeunes ont été aidés par lui, qu'il leur a fallu tuer le père. Je vous concède qu'il a effectivement été très dur envers certaines personnes, essentiellement pour des raisons politiques. Enfin, il s'agit toujours d'un affrontement de caractères forts. Prenons Reverdy. Malgré l'importance que j'attache à son œuvre, c'est tout de même un bonhomme imbuvable ! Aragon, Breton, Soupault l'ont admiré. Et Breton a pensé naïvement qu'il allait être un chef d'école, mais il ne pouvait pas l'être. Il n'en avait pas l'étoffe. Si je devais réécrire cette biographie, je n'en changerais pas les grands axes, mais elle serait sans doute autrement nuancée. S'il y a un récit à refaire, c'est celui des influences réciproques. Tzara et Breton ont continué à travailler ensemble, à se lire, et il s'agit là d'un échange important.

H.L. : À travers l'édition de la Pléiade, le Breton dépeint correspond-il à celui que vous vous représentez ?

H.B. : Les *Œuvres complètes* de Breton sont un instrument indispensable, puisqu'on y trouve tout ce qu'il a pu écrire. Marguerite Bonnet disait d'ailleurs, lors de l'impression du premier volume, que plus de cent pages de notes avaient été supprimées à la demande de l'éditeur. Qui irait se plaindre d'une telle abondance ? Certainement pas moi. Mais je comprends que certains lecteurs n'aient pas été sensibles à tant d'attentions à leur égard. Le phénomène est allé s'atténuant dans les tomes suivants.

H.L. : Vous avez édité Proust, Labiche, Jules Renard, Dumas et la revue *Mé-lusine*, dont la bibliothèque compte déjà vingt-deux volumes. En avez-vous tiré des leçons quant à la façon dont il faut éditer les textes ?

H.B. : Il ne faut pas tout mettre sur le même plan. D'un côté, il s'agit d'éditions visant un public scolaire ou en première année d'université ; de l'autre, de travaux universitaires proprement dits. Prenons par exemple *La Dame aux Camélias* de Dumas fils. Personne ne se pose la question du titre, et c'est pourtant par là qu'il faut débiter l'analyse. Il s'agit de réalisme au cœur du romantisme. En ce sens, il importe d'expliquer ce que viennent faire les camélias à certaines périodes régulières sur la robe de la jeune femme à tous offerte. Rien à

voir avec la tuberculose ni l'hémoptysie ! Pour cette édition illustrée, j'ai dû aller chercher une illustration en Allemagne car la marque de serviettes hygiéniques y existait encore. Le jeune Dumas joue sur le romantisme flamboyant, mais lorsque l'on y regarde de plus près, tout le réalisme est là ! Chaque texte pose des problèmes différents. Avec Labiche, il faut rendre compte d'une mécanique parfaite d'horloger. Le langage est conçu pour la scène, et non pour une lecture à voix haute. Cette image de la scène est préalable à l'écriture et ce mécanisme est fantastique, il faut le faire découvrir. Il y a ce personnage qui, depuis le début, est en train de vous dire qu'il s'est passé quelque chose mais que personne n'a voulu l'écouter parce qu'on le prend pour un gâteux. Et s'il avait été écouté, il n'y aurait pas eu cet enchaînement de gags, ce mécanisme fantastique et ce plaisir du spectateur. C'est ce plaisir qu'il faut faire partager par les jeunes lecteurs.

H.L. : Et vous y réussissez bien.

H.B. : Je n'en suis pas si sûr. J'ai forgé une clé pour la lecture d'*À la recherche du temps perdu*. Le livre s'est vite épuisé, mais il n'a pas été réimprimé. C'est donc un échec. Il me semble pourtant avoir donné là une introduction de base à cette œuvre qu'on prétend si difficile. Pour ma part, j'ai toujours lutté contre ces préjugés qui détournent le lecteur de son devoir, et de son plaisir. Je ne sais par quel mouvement sadique on lui dresse des montagnes. Ou plutôt je comprends ce que veut l'élitisme dit républicain. Il faut bien réserver l'accès aux chefs d'œuvre, pour être soi-même apprécié. Comme Jean Vilar autrefois, j'estime qu'il n'y a rien de réservé, et comme Lautréamont qu'il n'y a rien d'incompréhensible, pourvu qu'on fasse l'effort nécessaire, et surtout que nous autres, qui détenons un petit savoir, le mettions à la portée du lecteur. J'ai par exemple montré sur quels mécanismes reposaient les textes de Tzara afin de faciliter le travail de ceux qui souhaitaient le lire de plus près. Disons que je contribue à mettre en place des outils de lecture. Cette idée est aussi celle qui m'a conduit à publier les *Cahiers Dada-Surréalisme*, qui s'appelaient d'abord *Revue de l'Association pour l'étude du mouvement Dada*. J'ai rencontré des problèmes car il y avait un certain nombre de partisans de Dada qui ne voulaient pas entendre parler du surréalisme, son meurtrier. La tempête s'est un peu calmée, mais elle a donné lieu à des correspondances très drôles avec Noël Arnaud et Jean Ferry, qui me traitaient de tous les noms parce que j'avais eu l'audace d'accoler Dada et surréalisme. Cette correspondance se trouve maintenant à l'IMEC à la disposition des chercheurs. La revue *Mé-lusine* est née du même souci. Nous avons un Centre de recherches sur le surréalisme et il fallait en publier les travaux, les rendre accessibles au plus grand nombre.

H.L. : N'avez-vous jamais envisagé d'ouvrir votre maison d'édition ?

H.B. : Non. Je ne suis pas assez doué, je préfère enseigner les techniques d'édition [rires]. Chacun ses compétences, mais c'est fort de toutes ces expériences que j'ai créé à Paris III un diplôme professionnel ouvrant aux diverses fonctions éditoriales, qui marche très bien ! Au moment où il a été conçu, il n'y

avait aucun diplôme de référence dans ce métier. En outre, dès le départ, nous avons consacré un quart du temps à la maîtrise du numérique, ce qui a fait le succès de cette formation auprès des entreprises. J'ai suivi le même raisonnement lorsque j'ai créé la licence professionnelle d'écrivain public, diplôme dont le besoin se faisait sentir.

H.L. : Vous terminez votre recueil *Ondes de choc* par un texte politique ayant pour sujet le Manifeste des 121. Quel rapport établissez-vous entre votre engagement politique et votre travail de chercheur ?

H.B. : Excusez-moi, ce n'est pas un article politique mais historique, cherchant à comprendre les raisons profondes de l'implication surréaliste dans ce manifeste généralement attribué à Sartre. Les situations auxquelles je me suis opposé, elles étaient inadmissibles. J'avais vingt ans, je n'étais pas dans les Aurès. Pourquoi ne fallait-il pas y aller ? J'entendais les témoignages de mes copains algériens et ceux de ma classe d'âge qui en revenaient psychiquement épuisés, ceux des maîtres de l'Université de Grenoble qui s'engageaient. Tout le monde savait ce qu'en Algérie on appelait une « corvée de bois », et c'était bien ça le pire ! Il n'y avait qu'une seule solution. Moralement résister. À partir de là, ma route était toute tracée.

H.L. : Avez-vous milité dans des partis ?

H.B. : Oui, il me semble que c'est le devoir de tout citoyen d'un pays démocratique.

H.L. : Vous êtes, au titre de la propriété industrielle, le responsable du titre *Europe*, lequel a une signification particulière dans l'histoire intellectuelle, sociale et politique. Pourquoi vous être intéressé à cette revue ?

H.B. : D'abord parce qu'*Europe* s'est intéressée à moi ! L'histoire de cette revue a été rendue complexe à partir d'un certain coup de force datant de la Libération. Maintenant, c'est l'Association des Amis d'Europe, dont je suis le président, qui en a la propriété, à l'exclusion de toute obédience, de toute influence. En fait, je m'intéresse à *Europe* par la force des choses. J'aime son histoire, tout aussi passionnante que celle de la *NRF* , mais vue de l'autre bord. Je voudrais rappeler qu'elle a été fondée par des amis de Romain Rolland, et dirigée par des humanistes tels que Jean Guéhenno et Jean Cassou. J'apprécie ses objectifs, la mission qu'elle se donne et son public. C'est une revue dont le lectorat est très large et ne se limite pas aux seuls universitaires. Celui qui veut y publier doit sortir du côté strictement professionnel pour s'adresser au plus grand nombre. C'est en tout cas le but pour lequel je milite au sein du comité de lecture, celui que je m'efforce d'atteindre dans mes propres contributions. C'est aussi la raison pour laquelle j'ai réalisé le DVD de la revue, reprenant la totalité des numéros parus depuis la création en 1923 jusqu'en 2000, avec toutes les fonctionnalités que permet l'informatique. En principe, il devrait être dans chaque bibliothèque communale.

H.L. : Lisez-vous les revues considérées comme les dernières grandes revues, par exemple *Le Débat* ou *Esprit* ?

H.B. : Si j'étais hypocrite, je vous répondrais oui, bien sûr, et d'autant plus que j'y ai des copains, avec lesquels je discute depuis cinquante ans. En fait, je n'en suis plus capable, pour des raisons strictement physiques, la maladie orpheline dont je suis atteint entravant aussi ma vision. Néanmoins, depuis mes années d'étudiant, j'ai pour principe de consacrer une après-midi par semaine à la lecture des périodiques, en tous domaines. Ainsi, j'ai longtemps lu *Les Annales*, la revue où se faisait la nouvelle histoire, et même la nouvelle histoire littéraire ! Maintenant, je parcours les magazines de littérature. Cela fait partie des lectures obligatoires. Et, bien évidemment, je lis aussi *Histoires littéraires* chaque fois que vous avez la gentillesse de me l'adresser sous sa forme numérique.

H.L. : Ce sera désormais possible puisqu'une ancienne étudiante de votre programme a réalisé un stage à l'Université de Montréal, et elle travaille actuellement chez Immatériel, où elle s'occupe de l'édition électronique. Nous avons donc fait des arrangements avec elle afin qu'une version numérisée soit facilement et prochainement disponible.

H.B. : Très bien, vous commencez à m'écouter ! Vous savez que, de tout temps, trois moyens de diffusion ont coexisté, sans se faire concurrence : l'image, le son, le texte. Ils sont complémentaires, et nous venons de les utiliser tour à tour pour cette interview. La nouveauté, c'est que le numérique les réunit tous !

[Cet entretien a été réalisé par Michel Pierssens le 20 juin 2011 et transcrit par Mélanie Fournier.]